



Panel at the Gold Standard Conference – Paris, 5 June 2025

In the face of mounting climate shocks, adaptation is no longer a strategic option — it is a duty. Businesses that choose to act today will become the drivers of a credible and lasting transformation.

Résilience Climatique : Il est temps que les entreprises ouvrent les yeux

Par Luc Gnacadja*

Nous vivons un moment de vérité.

Les données scientifiques ne laissent plus place au doute : elles sont implacables. Selon les récentes conclusions de James Hansen et de ses collègues¹, même si toutes les émissions de gaz à effet de serre cessaient aujourd'hui, cela ne suffirait plus à stopper le réchauffement en cours. En effet, la planète est déjà engagée sur une trajectoire qui dépasse les +2°C, en raison de l'empreinte irréversible de nos émissions passées. Il ne s'agit plus d'un simple défi politique. C'est l'équilibre même du système terrestre qui est en jeu.

Dans ce contexte, la véritable question n'est plus : comment éviter la tempête ? mais bien : comment y survivre avec dignité et justice ?

C'est pourquoi je le dis sans détour :

L'adaptation ne peut plus être considérée comme une phase ultérieure de l'action climatique. Elle est l'urgence de l'action climatique.

Et pourtant, dans trop de conseils d'administration, l'adaptation reste reléguée à une note de bas de page. Elle est confondue avec un geste de charité d'entreprise à adresser via la RSE, cantonnée à une ligne budgétaire discrétionnaire, marginale dans la stratégie. Erreur stratégique. L'adaptation n'est pas un supplément de développement. Elle est un **devoir fiduciaire** pour tout conseil d'entreprise.

Car les risques ne sont pas hypothétiques — **ils sont déjà tangibles.**

Les chaînes d'approvisionnement s'effondrent. Les primes d'assurance augmentent, et certaines compagnies se retirent de secteurs ou de zones jugés trop risqués. Des actifs sont désormais bloqués, voire dévalorisés. Les projections climatiques annoncent des perturbations encore plus graves, et les coûts économiques sont vertigineux : près de 2 000 milliards de dollars de pertes dues aux catastrophes climatiques au cours de la dernière décennie, selon Oxera². Et ce chiffre ne reflète que la surface du problème — sans compter les impacts en cascade sur la productivité, les moyens de subsistance et les écosystèmes.

Alors, lorsqu'on affirme que chaque tonne de CO₂ évitée devrait aussi produire une valeur d'adaptation, il faut aller plus loin :

¹ Hansen, J.E. et al. (2023), *Global warming in the pipeline*, *Oxford Open Climate Change*, Volume 3, Issue 1. Available at: academic.oup.com

² Oxera (2024), *The Economic Cost of Climate-Related Extreme Weather*, November 2024. Accessible at: oxera.com

Désormais, toute décision — publique ou privée — doit être passée au filtre de la résilience. Et chaque acteur — y compris les entreprises — doit rendre compte non seulement de sa performance environnementale, mais aussi de son niveau de préparation.

Là où s'arrêtent les marchés carbone commence la survie humaine

Si l'atténuation est notre première ligne de défense, **l'adaptation est notre refus collectif de sacrifier les plus vulnérables**. C'est ici que l'article 6.8 de l'Accord de Paris doit sortir du jargon technique des sommets climatiques pour entrer dans l'action concrète.

Les marchés carbone peuvent réduire les émissions, mais ils ne protègent pas les communautés contre la faim, la sécheresse ou les catastrophes. Les systèmes d'alerte précoce, la sécurité alimentaire et la résilience hydrique ne sont pas des actifs monétisables ; ce sont des bouées de sauvetage. **La préservation durable de ces systèmes vitaux ne peut être abandonnée aux logiques du marché, tant leur valeur est essentielle**. Ils méritent un financement robuste et une reconnaissance mondiale.

L'article 6.8 n'est pas une note de bas de page de l'article 6. Il en est le contrepoint moral et écologique.

L'adaptation : levier d'une croissance durable pour les entreprises

Le rapport de référence du World Resources Institute, *The Climate Adaptation Investment Case*³, est sans équivoque. L'adaptation climatique n'est pas seulement une nécessité stratégique — elle génère un triple dividende :

- **Gestion des risques** — Elle protège les entreprises face à l'intensification des chocs climatiques.
- **Rendement économique** — Chaque dollar investi dans l'adaptation peut générer plus de 10 dollars de bénéfices.
- **Opportunités de marché** — Elle ouvre la voie à l'innovation dans les infrastructures, les technologies et les services résilients.

Soyons clairs : **l'intégrité de l'action climatique doit désormais inclure l'adaptation**. Des normes fiables et des données vérifiables sont essentielles. La responsabilité des entreprises en matière d'adaptation **n'est pas facultative** — elle est centrale à la crédibilité de l'action climatique au service des peuples et de la nature.

Le leadership vient du Sud

La leçon la plus inspirante vient peut-être des premières lignes. Le Rwanda intègre le risque climatique dans tous ses investissements nationaux. Le Bénin, le Sénégal ou encore le Cambodge comptent parmi les plus de 30 pays qui mettent en œuvre le mécanisme LoCAL (Local Climate Adaptive Living) piloté par le FENU, démontrant la valeur d'un financement climatique dirigé vers le niveau local et de l'autonomisation des communes. L'Inde, quant à elle, déploie des approches communautaires fondées sur la nature à grande échelle.

Ces pays ne sont pas des retardataires de l'adaptation. **Ils sont les porte-étendards d'une nouvelle souveraineté dans un monde en surchauffe.**

Le rôle de Gold Standard dans la définition de l'intégrité de l'adaptation

Gold Standard s'est bâti une réputation d'excellence dans l'intégrité des marchés carbone. Mais dans un monde qui fonce vers — et au-delà — des +2°C, **l'atténuation, même assortie de co-bénéfices, ne suffit plus**.

Nous devons faire pour la résilience ce que nous avons su faire pour le carbone :

- Élaborer des méthodologies crédibles et fiables
- Certifier les résultats de l'adaptation
- Créer de nouveaux instruments tels que les Unités de Bénéfices d'Adaptation, et opérationnaliser l'article 6.8
- Permettre aux entreprises et aux gouvernements de mesurer non seulement les émissions évitées — mais les souffrances épargnées

Car les peuples et les écosystèmes **ne sont pas des abstractions**. Ils subissent déjà les effets du réchauffement que nous n'avons pas pu empêcher.

Il est temps de transformer l'intégrité climatique en impact mesurable.

De faire de l'adaptation un pilier central — **et non un simple ajout** — de cette intégrité.

Et de devenir les garants de la résilience que nous devons bâtir.

Les entreprises qui choisissent d'agir dès aujourd'hui ne se contenteront pas de survivre : elles deviendront les bâtisseuses d'un monde plus juste, plus résilient et véritablement durable.

**Luc Gnacadja est membre du conseil d'administration de Gold Standard, président de GPS-Development, ancien secrétaire exécutif de la CNULCD et ancien ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme du Bénin.*

³ World Resources Institute (2024), *The Compelling Investment Case for Climate Adaptation*. Available at: [wri.org](https://www.wri.org)